

École et émancipation

Francis Vergne

1. La rupture néolibérale

Le projet et la logique politique de l'école néolibérale placent la question de l'émancipation hors du champ éducatif. Dans son logiciel pédagogique et institutionnel, la question de l'émancipation ne se pose pas. Elle est hors-jeu et n'a pas de sens. Ainsi :

– l'une de conditions de l'émancipation est un accès à l'école égal pour tous. Dans son essence même l'école néolibérale est inégalitaire en ce qu'elle fonctionne selon les normes de la mise en concurrence généralisée (fut-ce sous le couvert paradoxal de l'égalité de chances) entre filières, établissements, enseignants, élèves.

– une perspective émancipatrice est intimement liée à l'émancipation par les savoirs et la culture. Or ceux-ci sont contournés ou très largement relativisés au profit des compétences et de l'utilitarisme. Il en va ainsi de l'injonction des institutions de l'UE à développer l'économie de connaissance, ce qui doit être entendu non seulement comme une invitation à développer et étendre une nouvelle branche de l'économie mais à transformer la connaissance en économie. La finalité de l'école se limite à la fabrication de l'employabilité.

- L'émancipation a également partie liée à une pédagogie des façons d'apprendre et de s'approprier les savoirs de façon critique et partagée. A cela s'oppose aujourd'hui au nom des « bonnes pratiques » validées par des experts extérieurs au champ éducatif une pédagogie de la compétition individuelle fondée sur la mobilisation de « ressources humaines ». C'est une pédagogie à dominante comportementaliste axée sur l'efficacité immédiate et la performance dont le type idéal serait le « coach ».

– Enfin l'émancipation a à voir avec un fonctionnement et un gouvernement démocratique de l'école à tous les niveaux. A quoi s'oppose tout le New public management et la mise en marché

institutionnalisée de l'école-entreprise.

On peut de ce point de vue-là établir un parallèle avec la question démocratique rapportée aux politiques et au système néolibéral. Leur idéal et leur pratique sont a démocratiques ou post démocratiques. du TCE à l'exemple grec) La démocratie n'est leur problème que pour. S'en passer.

Dans l'optique néolibérale la finalité de l'école n'est pas simplement d'adapter les individus au monde tel qu'il est et à une économie dominante régie par les règles du capitalisme mais d'orienter l'ensemble des institutions et des pratiques éducatives vers la formation (ou le formatage...) d'individus qui vont se penser, se projeter et agir comme « capital humain ». Le slogan de l'école néolibérale pourrait être : l'homme est capital. Et cela dans tous ses dimensions.

- Importance du capital financier dans la réussite scolaire et l'entrée dans les filières universitaires sélectives. Explosion du marché du soutien scolaire, etc....
- Importance du capital social et relationnel qui est un facteur décisif de différenciation et de ségrégation aussi bien pour le ghetto des riches que pour la relégation des pauvres.
- Intériorisation des normes du NPM, de la culture du benchmarking, de l'évaluation permanente et comparative à l'aide d'indicateurs numériques censé mesurer la performance éducative.

C'est la thèse que nous avons développé dans la *Nouvelle école capitaliste*.

Et c'est là une rupture fondamentale avec l'école républicaine. Cela ne signifie pas que cette dernière réalisait l'émancipation, qui reste pendant des siècles inachevée et en tension. Mais du moins l'émancipation restait-elle posée comme un objectif de l'éducation publique.

2. Retour historique et politique sur l'émancipation

La problématique républicaine relie éducation et émancipation. L'éducation, à la fin du XVIIIe siècle, dans l'élan des Lumières, apparaît comme une condition de l'émancipation humaine avec comme horizon un progrès des sociétés vers plus de liberté et d'égalité. Il s'agit alors principalement d'une émancipation à l'égard des préjugés religieux et des obscurantismes.

L'école républicaine a des objectifs d'émancipation *intellectuelle* par la diffusion la plus large de la connaissance. Émancipation à l'égard des préjugés et des superstitions, mais aussi à l'égard des formes d'oppression sociale et de prérogative juridique et politique que l'on trouve dans des sociétés de castes ou d'ordres. L'école doit former un individu libre, susceptible de raisonner, donc en mesure d'être autonome par l'exercice de sa raison même. L'idéal républicain associe un enseignement rationnel fondé sur l'objectivité de la science, une morale laïque dans laquelle les valeurs et les normes reposent sur la dignité de l'homme et non le commandement divin, et une visée politique de formation d'un citoyen conscient de ses droits et devoirs.

Mais ce qui reste à la porte de cette conception de l'émancipation est l'émancipation sociale. Ce qui fonde très tôt l'opposition entre courants républicains bourgeois et socialistes qui se partagent entre autre sur la question de la révolution. Pour les républicains aussi progressistes soient-ils, la révolution *a déjà eu lieu*. Il s'agit dans le respect de l'ordre établi et de son esprit d'en accomplir les promesses par l'école. En plus de l'église l'adversaire est le socialisme qui remet en cause une société de classes qui paraissait aux républicains bourgeois une réalité à la fois naturelle et bienfaisante. Pour les socialistes, la révolution *n'a pas encore eu lieu*, il s'agit donc de penser l'éducation de la classe ouvrière, autant qu'elle est possible, en vue de cette révolution à venir. L'école égalitaire doit préparer à l'égalité sociale et à l'émancipation intégrale. C'est l'idéal auquel Paul Robin donnera vie à l'orphelinat de Cempuis par la pratique de « l'éducation intégrale » qui veut donner à tous les possibilités de développement de l'être tout entier « sans qu'aucun côté de la nature humaine soit négligé ni systématiquement sacrifié à un autre » - ce qui implique que l'enseignement se compose d'une éducation physique, intellectuelle et morale-,

Les perspectives émancipatrices sont donc clairement différenciées. Dans un cas la république doit essentiellement démocratiser les savoirs de base et permettre de sélectionner sur une base institutionnellement juste. L'école, pour ce faire, opère une coupure avec le milieu social pour transmettre une culture nationale spécifique fondée sur l'exaltation de la patrie et l'idéal rationaliste.

Dans le second cas, l'école doit s'appuyer sur les pratiques professionnelles et la culture populaire, être en consonance avec les aspirations à l'égalité sociale, éduquer les nouvelles générations dans la fierté du monde du travail et se défier de l'héritage culturel bourgeois. Il s'agit selon l'expression de Marx « arracher l'éducation à l'influence de la classe dominante ». D'où par exemple avec le courant

syndicaliste révolutionnaire l'accent mis sur l'auto éducation ouvrière. Moins une instruction pour le peuple qu'une instruction par le peuple et une défiance par rapport à toute institution scolaire d'état. D'où les formules de Fernand Pelloutier : il faut « instruire pour révolter » et enseigner aux ouvriers dans un espace autonome et émancipée de la tutelle de l'état « la science de leur malheur ».

On notera cependant que la synthèse de Jaures apporte une perspective de dépassement de ces oppositions. Jaurès pense l'éducation publique comme moyen de la révolution socialiste dès lors qu'elle est mise sous la pression de l'action prolétarienne et en particulier du syndicalisme pour servir à la préparation de la société socialiste. Ainsi, la contribution de l'éducation à l'émancipation est autant politique que sociale dans le cadre de « l'évolution révolutionnaire » et d'une conception générale de l'histoire qui procède par assimilation de culture et de tradition distinctes mais orientées vers un but commun : l'émancipation de l'homme. C'est parce que le socialisme est l'héritier du républicanisme, qu'il le prolonge, le complète et le dépasse, que Jaurès pense pouvoir réaliser la synthèse entre le projet de Condorcet et la lutte pour le communisme.

Par une autre voie, celle de la lutte pour l'hégémonie, Gramsci dans les années 30 rejoint certains aspects de la pensée de Jaures. Conquérir l'hégémonie, suppose de mobiliser les forces intellectuelles pour préparer le monde du travail et les citoyens au gouvernement des affaires publiques générales, et cela suppose de construire les institutions qui assureront pratiquement l'hégémonie de ce bloc social progressiste. Cette lutte pour l'hégémonie pose donc le problème central de l'éducation : qui éduque qui, selon quels dispositifs concrets, et dans quel but ? D'où le projet d'une « école unitaire » où l'éducation est à la fois un rapport au savoir et un rapport de pouvoir et donc un terrain de lutte pour la conquête de position. « Tout rapport d'hégémonie est nécessairement un rapport pédagogique et il intervient non seulement au sein d'une nation, entre les diverses forces qui la composent, mais aussi dans tout le domaine international et mondial »

3. L'avenir de l'émancipation

Que retenir de ce retour historique pour le présent et l'avenir d'une éducation émancipatrice ? Ou en d'autres termes, est-il possible (et comment) de fonder une nouvelle perspective émancipatrice pour l'éducation ? On retiendra de ce qui précède qu'elle doit être à la fois et en même temps émancipation scolaire et sociale. Pas d'école émancipée sans société émancipée et réciproquement.

Dans cette optique l'émancipation se pense comme un enjeu de luttes qui préparent aux ruptures nécessaires. Celle-ci ne naissent pas de rien mais de résistances actives et créatrices adossées à un principe d'espérance. L'émancipation a toujours pour point de départ la révolte et l'insoumission. Si elle ne se réduit pas au « non » et au refus, l'émancipation commence par là. Il ne s'agit pas, à ce stade, de repenser l'école en fonction d'un « grand projet » de société qui serait d'emblée donné comme objectif et comme cadre pré établi. Il nous faut inventer et « agir » l'émancipation qui ne peut se concevoir indépendamment de pratiques sociales et pédagogiques qui émancipent. Pour reprendre un concept également développé par Gramsci l'émancipation est une praxis qui transforme les sujets en transformant le monde.

C'est cette praxis qui donne force et cohérence aux actes de ruptures directement antagoniques à l'ordre néolibéral dans toutes ses déclinaisons :

- rupture avec la subordination de l'éducation à l'économie
- rupture avec les institutions et les traités et directives européennes qui organisent cette subordination.
- rupture avec la mise en marché et la financiarisation de l'éducation
- rupture avec les dispositifs managériaux et la « now langue » néolibérale.

Et c'est dans le prolongement de ces ruptures que peuvent s'ouvrir des chantiers émancipateurs :

- Le premier concerne la relance de la démocratisation de l'école. Pas de transformation progressiste de l'école sans réduction des inégalités sociales et scolaires, et plus encore sans production des conditions de l'égalité et sans reprise d'un réel mouvement d'extension de l'accès au savoir pour tous.
- Le second touche à la réinvention d'une culture commune, à une reformulation de ses contenus et à leur articulation avec des savoirs émancipateurs.
- Le troisième tient dans l'émergence d'une nouvelle pédagogie, et plus précisément du passage d'une pédagogie de la compétition individualiste à une pédagogie sociale de la coopération.
- Il conviendra enfin d'aborder sans détour la question d'un (auto) gouvernement de l'organisation scolaire également éloigné de la jungle du marché que de l'administration bureaucratique pour laisser toute leur place aux aspirations autogestionnaires.

Une école qui contribue à l'émancipation est donc une école ré instituée selon la logique d'une démocratie sociale et éducative à construire.

Jaurès voyait dans la force de proposition et de transformation que pouvait représenter par exemple le syndicalisme enseignant l'occasion de favoriser l'unité, essentielle à la lutte pour l'émancipation, en opérant la liaison entre les deux grandes forces de transformation historique qui peuvent renverser le pouvoir du capital : la « force du travail » et la « force du savoir ».

C'est là, nous l'avons évoqué, une problématique que l'on retrouve, bien que posée dans d'autres termes, dans la pensée de Gramsci, pour qui l'école est une institution qui devrait être régie par les grands principes de la civilisation moderne : principalement, la coopération et la mise en commun des compétences. En ce sens le fait éducatif est inséparable de ce que Gramsci appelait "l'organisation de la culture" et qui concerne tout à la fois les savoirs et la littérature, l'art et la science comme ressources et pratiques communes qui doivent être librement partagés en dehors des circuits commerciaux

La question à poser est donc : que serait une école dans une société qui ferait de la production commune de connaissances et de l'auto-éducation une activité prioritaire, ou plus exactement une dimension inséparable de toutes les autres activités. Une telle école pour l'avènement de laquelle nous luttons est donc inséparable d'une société véritablement démocratique, laquelle est rigoureusement impossible tant que le capitalisme structure et commande la vie des individus. Soit une transformation qui ne pourra avoir lieu que dans un processus plus large de transformation de la société.

Repenser et refonder le lien entre école et émancipation dans tous ses aspects va de pair avec le combat pour une société dans laquelle la production de la connaissance la plus libre, l'éducation universelle et l'auto-formation permanente seraient au centre des préoccupations et des activités.